

## Relations Rwanda-Burundi : la normalisation devra attendre

Sputnik France, 20.08.2020 Le Président burundais Variste Ndayishimiye a opposé une fin de non-recevoir à la déclaration du Président rwandais Paul Kagame qui désire tourner la page des années de brouille entre leurs pays, signe que la normalisation des relations entre Kigali et Bujumbura devra encore attendre. Analyse pour Sputnik du chercheur et journaliste Patrick Mbeko.

C'est dans un discours prononcé dans la commune de Busoni (nord-est), région frontalière du Rwanda, et repris sur le compte Twitter de la présidence burundaise que le numéro un du Burundi, le général Variste Ndayishimiye, a réagi. Ce qui a tendu son homologue rwandais Paul Kagame qui, quelques semaines plus tôt, avait plaidé pour une normalisation des relations entre le Rwanda et le Burundi, après des années de tension entre les deux pays. Dans ce discours, Variste Ndayishimiye a opposé une fin de non-recevoir claire et nette à Kagame qui l'accuse d'être un «hypocrite», sans le citer. «Nous voulons avoir de bonnes relations avec tous les pays voisins ou les pays lointains qui accueillent des réfugiés burundais. Mais nous n'allons pas avoir de bonnes relations avec un pays qui use de malice, un pays hypocrite, qui prétend vouloir renouer de bonnes relations avec le Burundi alors qu'il met en même temps une grosse épine sous notre pied pour qu'on se blesse dessus.» La réponse du Président burundais laisse penser que la brouille entre le Rwanda et le Burundi ne va pas se résorber de sitôt. Elle met en évidence la méfiance profonde que nourrissent les autorités burundaises envers leur voisin depuis quelques années maintenant. Une chose est certaine en tout cas, c'est que la manœuvre du Rwanda à l'égard du Burundi est loin d'être désintéressée... Une tentative de rapprochement bien calculée. La tentative de rapprochement amorcée par le Rwanda ne répond pas seulement à un désir de normalisation des relations avec son voisin burundais. Elle s'inscrit aussi dans une dynamique politique bien précise : Kigali cherche à avoir des alliés dans une sous-région où il est assez isolé, en plus d'être à couteaux certains États. C'est notamment le cas avec l'Ouganda. Les rapports entre Kampala et Kigali se sont considérablement détériorés ces dernières années. Les Présidents Yoweri Museveni et Paul Kagame se sont rencontrés quatre fois en moins de deux ans pour crispier la situation tout en s'accusant mutuellement d'espionnage et de déstabilisation. Il en a été ainsi avec le Burundi sous le Président Pierre Nkurunziza d'août 2015 au 8 juin dernier, à Karuzi, à la suite d'un affrontement armé avec son voisin du nord, le Rwanda n'entend donc pas envenimer les relations déjà tendues avec son voisin de l'ouest. L'arrivée au pouvoir du général Variste Ndayishimiye, considéré comme un modérateur, a saisi les yeux de Kagame une aubaine à saisir. Deux jours après la validation par la Cour constitutionnelle de la victoire de Ndayishimiye à la présidentielle du 20 mai dernier, Kigali a adressé ses félicitations au Président élu, exprimant sa volonté de voir ses relations rétablies avec le Burundi. Seulement voilà : le nouveau maître du pays ne semble pas vouloir s'écarter, du moins pour le moment, de la ligne de conduite tracée par son prédécesseur tant que le Rwanda continuera à héberger sur son territoire des membres de groupes qui lui sont hostiles. En fait, il est ici question de confiance et l'élite au pouvoir au Burundi voue une méfiance profonde à l'égard du régime de Kigali. Les raisons profondes d'une méfiance officielle, la crise entre Kigali et Bujumbura remonte à 2015, lorsque le Rwanda a décliné l'accueil sur son territoire d'un groupe d'officiers burundais qui avait contribué au coup d'État du Président Pierre Nkurunziza le 13 mai 2015, alors que ce dernier participait à un sommet régional à Dar es-Salaam en Tanzanie. À l'époque, Bujumbura avait non seulement reproché à Kigali d'avoir accueilli sur son territoire des putschistes mais il lui avait aussi fait grief de soutenir des groupes armés qui déstabilisaient le Burundi. Des affirmations que le Rwanda avait vigoureusement démenties, accusant à son tour le Burundi d'abriter des membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ce que Bujumbura de son côté avait également contesté. Depuis, les deux pays s'imputent mutuellement des tentatives de déstabilisation. S'il est vrai que les événements de 2015 ont été un coup dur aux relations rwando-burundaises, il n'en reste pas moins qu'ils n'expliquent pas tout. En fait, il faut remonter un peu plus de vingt-cinq ans en arrière pour comprendre la posture des autorités burundaises à l'égard du Rwanda aujourd'hui. Un peu d'histoire. Tout commence en juin 1993. Le Burundi organise ses premières élections pluralistes démocratiques et un jeune politicien hutu, Melchior Ndadaye (40 ans), est élu Président de la République, mettant fin à des décennies de régimes autoritaires à parti unique dominés par la minorité tutsie du parti Uprona (Union pour le progrès national). Moins de cinq mois plus tard, des officiers tutsis de l'armée burundaise se composent et contrôlent essentiellement par les Tutsis l'assassinat de Ndadaye, plongeant le Burundi dans une interminable guerre civile qui fera près de 300.000 morts. La rébellion hutue des FDD (Force de défense de la démocratie), qui a vu le jour dans la foulée de la guerre civile, va compter dans ses rangs plusieurs caciques de l'actuel régime burundais, dont Pierre Nkurunziza et le chef de l'État Variste Ndayishimiye. Au sortir de la guerre civile, les FDD, qui se sont mués en parti politique pour devenir le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), remportent les élections législatives et présidentielles. Pendant plusieurs années, le pouvoir burundais va entretenir de bonnes relations avec le Rwanda tout en se montrant tout de même méfiant à l'égard de son voisin. Et pour cause: le Rwanda, sous le leadership du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, a pris part à la plupart des événements dramatiques auxquels le Burundi avait été confronté les deux dernières décennies: en 1993, le FPR, groupe rebelle, avait soutenu l'armée burundaise dans son coup d'État contre Ndadaye et en 1994, il aurait abattu l'avion dans lequel se trouvaient les Présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, tuant Hutus. Cet attentat avait non seulement plongé le Rwanda dans une spirale de violence, mais il avait aussi et surtout déstabilisé davantage le Burundi. Pendant la guerre civile burundaise, le FPR, désormais au pouvoir, avait attisé encore les braises en soutenant les adversaires des FDD, notamment l'État-major de l'armée burundaise constituée, on le sait, essentiellement de Tutsis. Si, au sortir de la guerre civile burundaise, le Rwanda et le Burundi ont privilégié des rapports de bon voisinage et une meilleure coopération, il n'en demeure pas moins que dans l'esprit de l'élite au pouvoir à Bujumbura, cette normalisation des relations n'a pas effacé le poids de l'histoire et du passé. La crise, qui a éclaté en 2015 entre les deux pays sur fond de tensions politiques au Burundi, tire son origine directe du soutien apporté par le

Burundi et la Tanzanie, en 2013. À l'époque, les troupes tanzaniennes étaient affectées à la Brigade d'intervention des Nations unies chargée de traquer les groupes armés à l'est de la RDC, le plus important à ce moment-là étant la «rébellion» du M23, armée et soutenue par le Rwanda. C'est alors que sont apparus les premiers signes d'une frictions entre le «grand frère» rwandais et le «petit frère» burundais. Car pour le Rwanda, le rapprochement avec le Burundi au sortir de la guerre civile burundaise répondait à un objectif précis: Kigali, dont les relations avec l'Ouganda battaient l'aile, entendait faire du «petit frère» burundais un allié sûr et docile dans la région. Dans cette perspective, le soutien apporté par Bujumbura à la Tanzanie, dont les troupes traquaient impitoyablement les suppléants du Rwanda au Congo, en l'occurrence le M23, ne pouvait être apprécié. Furieux, Paul Kagame a préféré réfléchir en silence à l'attaquer de front son voisin avec lequel il entretenait de bonnes relations. Il profitera des tensions politiques au Burundi pour s'immiscer dans les affaires internes de ce pays, en reprochant au numéro un burundais de l'époque, Nkurunziza, de vouloir briguer un troisième mandat sans l'approbation de sa population. Les rapports entre Kigali et Bujumbura se sont envenimés davantage après le coup d'état manqué de mai 2015 contre le Président Nkurunziza. Le dernier a accusé à maintes reprises le Rwanda d'être à l'origine de la crise que traverse le Burundi depuis 2015 et de vouloir le déstabiliser. Des allégations qui ont été corroborées tant par les experts de l'ONU que par les États-Unis. En décembre 2015, l'ONG américaine «Refugees International» a publié un rapport dans lequel elle a accusé le Rwanda d'être enrôlé des réfugiés burundais dans des groupes armés dans le but de déstabiliser le Burundi, en l'attente d'opportunités burundaises. Tout ceci est encore frais dans l'esprit des dirigeants burundais et expliquerait pourquoi le Président parvenu Ndayishimiye n'entend pas renouer avec le Rwanda tant que certains litiges ne seront pas soldés. Il a d'ailleurs fait savoir dans son message subliminal adressé à Paul Kagame lors du discours prononcé dans la commune de Busoni. Par Patrick Mbeko

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});